

Brochure n° 3123

Convention collective nationale

IDCC : 3032. – **ESTHÉTIQUE, COSMÉTIQUE ET ENSEIGNEMENT TECHNIQUE
ET PROFESSIONNEL LIÉ AUX MÉTIERS DE L'ESTHÉTIQUE
ET DE LA PARFUMERIE**

AVENANT N° 19 DU 25 OCTOBRE 2018

À L'ACCORD DU 16 MARS 2009 RELATIF AU RÉGIME DE PRÉVOYANCE COLLECTIVE

NOR : ASET1950092M
IDCC : 3032

Entre :

FIEPPEC ;

CNAIB ;

UPB,

D'une part, et

FNECS CFE-CGC ;

FGTA FO ;

FS CFDT ;

UNSA FCS ;

CGT FCS,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le présent avenant a pour objet de modifier les taux de cotisations du régime de prévoyance mis en place par l'accord du 16 mars 2009.

Article 1^{er}

Modification des cotisations

L'article 7 intitulé « Taux de cotisations » est désormais rédigé comme suit :

« Article 7

Taux de cotisations

TAUX DE COTISATION	TRANCHE A/TRANCHE B
Décès	0,11 %
Rente éducation	0,05 %

TAUX DE COTISATION	TRANCHE A/TRANCHE B
Incapacité de travail	0,31 %
2 ^{de} période de maintien de salaire (*)	0,13 %
Invalidité	0,20 %
Total prévoyance	0,80 %
(*) Cotisation à charge exclusive de l'employeur.	

La cotisation prévoyance est répartie à hauteur de 50 % à la charge de l'employeur et de 50 % à la charge du salarié. Ces cotisations sont prélevées sur la masse salariale brute des salariés concernés par le présent régime et travaillant au sein de chaque entreprise entrant dans le champ d'application du présent accord. »

Article 2

Particularité des entreprises de moins de 50 salariés

Ce présent avenant doit s'appliquer dans toutes les entreprises de la branche quel que soit leur effectif. Il n'y a donc pas lieu de prévoir des dispositions spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés dans le cadre d'accord type au regard du fait que :

- la branche est très majoritairement composée d'entreprises dont les effectifs sont inférieurs à 50 salariés ;
- le thème de négociation du présent avenant, à savoir la prévoyance complémentaire, ne peut donner lieu à des stipulations différentes selon l'effectif de l'entreprise.

Article 3

Entrée en vigueur

Le présent avenant entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2019.

Article 4

Formalités administratives

Il sera établi un nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des parties signataires et effectuer les formalités de dépôt.

Sous réserve, en application des dispositions transitoires de la loi n° 2008-789 du 20 août 2008, de l'absence d'opposition de la majorité en nombre des organisations syndicales de salariés représentatives dans la branche, le présent avenant fera l'objet de la procédure d'extension conformément aux dispositions de l'article L. 911-3 du code de la sécurité sociale.

Fait à Paris, le 25 octobre 2018.

(Suivent les signatures.)